

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2008 - 1^{ère} notification

Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 1,9% et 2,3% du PIB

Dette publique à 69,3% et 61,5%

Le déficit public¹ et la dette publique¹ se sont accrus en 2008 par rapport à 2007, tant dans la **zone euro**² (ZE16) que dans l'**UE27**. Dans la **zone euro**, le ratio du déficit public par rapport au PIB a augmenté de 0,6% en 2007³ à 1,9% en 2008, et dans l'**UE27** de 0,8% à 2,3%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a crû dans la **zone euro**, de 66,0% à la fin de 2007 à 69,3% à la fin de 2008, et dans l'**UE27**, de 58,7% à 61,5%.

		2005	2006	2007	2008
Zone euro (ZE16)					
PIB prix du marché (pm)	(million euro)	8 149 415	8 553 291	8 994 358	9 274 550
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-204 391	-107 825	-57 346	-176 191
	% du PIB	-2,5	-1,3	-0,6	-1,9
Dépenses publiques	% du PIB	47,3	46,6	46,1	46,6
Recettes publiques	% du PIB	44,8	45,3	45,4	44,7
Dette publique	(million euro)	5 707 011	5 837 917	5 936 166	6 430 964
	% du PIB	70,0	68,3	66,0	69,3
UE27					
PIB pm	(million euro)	11 063 093	11 675 731	12 355 101	12 506 693
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-270 657	-163 600	-104 241	-287 987
	% du PIB	-2,4	-1,4	-0,8	-2,3
Dépenses publiques	% du PIB	46,9	46,3	45,7	46,8
Recettes publiques	% du PIB	44,4	44,9	44,9	44,5
Dette publique	(million euro)	6 933 904	7 160 565	7 249 674	7 696 717
	% du PIB	62,7	61,3	58,7	61,5

En 2008, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Irlande** (-7,1%), au **Royaume-Uni** (-5,5%), en **Roumanie** (-5,4%), en **Grèce** (-5,0%), à **Malte** (-4,7%), en **Lettonie** (-4,0%), en **Pologne** (-3,9%), en **Espagne** (-3,8%), en **France** (-3,4%), en **Hongrie** (-3,4%), en **Lituanie** (-3,2%) et en **Estonie** (-3,0%). Sept États membres ont enregistré un excédent de leur solde public en 2008: la **Finlande** (+4,2%), le **Danemark** (+3,6%), le **Luxembourg** (+2,6%), la **Suède** (+2,5%), la **Bulgarie** (+1,5%), les **Pays-Bas** (+1,0%) et **Chypre** (+0,9%). Au total, cinq États membres ont enregistré, en 2008 par rapport à 2007, une amélioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB, vingt-et-un une détérioration et un est resté inchangé.

A la fin de 2008, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (4,8%), en **Roumanie** (13,6%), en **Bulgarie** (14,1%), au **Luxembourg** (14,7%) et en **Lituanie** (15,6%). Neuf États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2008: l'**Italie** (105,8%), la **Grèce** (97,6%), la **Belgique** (89,6%), la **Hongrie** (73,0%), la **France** (68,0%), le **Portugal** (66,4%), l'**Allemagne** (65,9%), **Malte** (64,1%) et l'**Autriche** (62,5%).

En 2008, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 46,6% du PIB et les recettes publiques⁴ 44,7%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 46,8% et 44,5%. Entre 2007 et 2008, le ratio des dépenses publiques a augmenté dans les deux zones, tandis que celui des recettes publiques a diminué.

Réserves sur les données déclarées⁵

Danemark: en 2008, les autorités danoises ont nationalisé la Banque Roskilde et créé un fonds de secours bancaire (AFS-Afviklingsselskabet). Ces organismes ont été classés en sociétés financières dans les données déclarées par le Danemark. Eurostat examine actuellement ces cas.

Royaume-Uni: Eurostat a retiré les réserves émises sur les données déclarées par le Royaume-Uni lors de la notification d'octobre 2008 (communiqué de presse 147/2008 du 22 octobre) suite à une clarification indiquant que le prêt de la Banque d'Angleterre à Northern Rock avait été engagé sous la direction des autorités tripartites du Royaume-Uni (HM Treasury, Bank of England, Financial Services Authority).

Depuis avril 2008, le gouvernement du Royaume-Uni a accordé à la Banque d'Angleterre pour 185 milliards de GBP de bons du Trésor dans le cadre d'un Fonds Spécial de Liquidité. Ces bons ne sont pas actuellement enregistrés dans la dette publique du Royaume-Uni. Eurostat est en train d'étudier le traitement approprié de ces bons et s'ils doivent statistiquement ou non, faire partie de la dette publique du Royaume-Uni.

Modification par Eurostat des données déclarées⁶

Royaume-Uni: Eurostat a modifié les données du déficit notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2005 à 2008 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS en 2000. Ceci aboutit à un accroissement des déficits publics pour 2005, 2007 et 2008 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2004/2005, 2005/2006 et 2007/2008) de 1 044 millions de GBP (0,1% du PIB) et pour 2006 (exercice budgétaire 2006/2007) de 1045 millions de GBP (0,1% du PIB). Les chiffres de la dette sont inchangés.

Autres points

Eurostat élabore actuellement un guide sur le traitement statistique des opérations publiques visant à soutenir les marchés financiers. En raison de la complexité et de la diversité de ces opérations selon les pays, il est nécessaire d'établir un ensemble d'orientations cohérentes avec les règles du SEC 95.

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes**, fournit⁷ les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **première notification de 2009** pour les années 2005 à 2008 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC 95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques, ainsi qu'une annexe présentant les principales révisions depuis le communiqué de presse d'octobre 2008.

Eurostat publiera également, dans la section consacrée aux statistiques de finances publiques de son site internet, des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks): http://epp.eurostat.cec.eu.int/pls/portal/url/page/PGP_DS_GFS/PGE_DS_GFS_0

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales, et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie, les données pour les années antérieures à 2008 ont été converties en euro en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE16): Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie sur l'ensemble de la période, bien que la Slovénie ait rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2007, Chypre et Malte le 1^{er} janvier 2008, et la Slovaquie le 1^{er} janvier 2009.
3. Dans la précédente notification, les déficits publics pour la ZE15 et l'UE27 étaient en 2007 respectivement de 0,6% et 0,9% du PIB. La dette publique était de 66,3% du PIB dans la ZE15 et de 58,7% du PIB dans l'UE27. Voir le communiqué de presse 147/2008 du 22 octobre 2008.
4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission décrit dans le SEC95. Elles sont les sommes d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est à dire la différence entre les recettes publiques totales et les

dépenses) n'est pas exactement le même selon le SEC95 et celui calculé aux fins de la procédure concernant les déficits excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:

- La définition du SEC95 sur la capacité/besoin de financement n'inclut pas les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux, car ils sont enregistrés comme opérations financières.
- Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux sont enregistrés comme des intérêts et contribuent à la capacité/besoin de financement des administrations publiques.

Pour 2008, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure.

5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 8h(1) du règlement du Conseil 3605/93, tel que modifié: la Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 8h(2) du règlement du Conseil 3605/93 tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
7. Conformément à l'article 8g(1) du règlement du Conseil 3605/93, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données de déficit et de dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

*Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil 3605/93 (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1993/R/01993R3605-20051223-fr.pdf>), le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-fr.pdf>) et la publication d'Eurostat "**Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique**", deuxième édition (2002), 240 pages, ISBN 92-894-3232-2, version PDF gratuite, version papier prix 37 euros (TVA exclue). Des ajouts à cette publication concernant la titrisation, les apports de capitaux, le classement des régimes de pension avec constitution de réserves, les versements d'une somme forfaitaire dans le cadre du transfert d'obligations de pension, et les contrats à long terme entre des unités publiques et des partenaires privés sont disponibles sur le site internet d'Eurostat dans la section dédiée aux statistiques de finances publiques.*

Publié par :

Service de presse Eurostat

Tim ALLEN

Tél: +352-4301-33 444

eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse sur Internet:

<http://ec.europa.eu/eurostat>

Une sélection des principaux indicateurs économiques européens:

<http://ec.europa.eu/eurostat/euroindicators>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2005	2006	2007	2008
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	302 112	318 223	334 917	344 705
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-8 152	995	-784	-4 123
	% du PIB	-2,7	0,3	-0,2	-1,2
Dépenses publiques	% du PIB	52,2	48,5	48,3	49,9
Recettes publiques	% du PIB	49,4	48,7	48,1	48,6
Dette publique	(millions euro)	278 587	279 669	281 183	308 744
	% du PIB	92,2	87,9	84,0	89,6
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	42 797	49 361	56 520	66 728
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	809	1 485	39	1 015
	% du PIB	1,9	3,0	0,1	1,5
Dépenses publiques	% du PIB	39,3	36,5	41,5	37,4
Recettes publiques	% du PIB	41,2	39,5	41,5	39,0
Dette publique	(millions BGN)	12 498	11 189	10 287	9 386
	% du PIB	29,2	22,7	18,2	14,1
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	2 983 862	3 215 642	3 530 249	3 705 868
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-106 749	-84 902	-21 541	-53 990
	% du PIB	-3,6	-2,6	-0,6	-1,5
Dépenses publiques	% du PIB	45,0	43,8	42,6	42,4
Recettes publiques	% du PIB	41,4	41,2	42,0	40,9
Dette publique	(millions CZK)	888 579	951 474	1 020 693	1 105 753
	% du PIB	29,8	29,6	28,9	29,8
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 545 300	1 628 600	1 687 900	1 739 700
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	80 300	84 500	76 500	62 100
	% du PIB	5,2	5,2	4,5	3,6
Dépenses publiques	% du PIB	52,8	51,6	51,0	51,7
Recettes publiques	% du PIB	57,8	56,6	55,4	55,4
Dette publique	(millions DKK)	572 800	509 500	453 100	580 000
	% du PIB	37,1	31,3	26,8	33,3
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 243 200	2 321 500	2 422 900	2 492 000
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-74 050	-35 620	-3 950	-3 290
	% du PIB	-3,3	-1,5	-0,2	-0,1
Dépenses publiques	% du PIB	46,8	45,3	44,2	43,9
Recettes publiques	% du PIB	43,5	43,8	44,0	43,8
Dette publique	(millions euro)	1 521 869	1 568 995	1 576 607	1 641 844
	% du PIB	67,8	67,6	65,1	65,9
Estonie					
PIB pm	(millions EEK)	173 530	205 038	238 929	248 149
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions EEK)	2 587	5 977	6 448	-7 352
	% du PIB	1,5	2,9	2,7	-3,0
Dépenses publiques	% du PIB	34,0	34,2	35,5	40,9
Recettes publiques	% du PIB	35,5	37,1	38,2	37,9
Dette publique	(millions EEK)	7 845	8 727	8 333	11 874
	% du PIB	4,5	4,3	3,5	4,8
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	162 168	177 286	190 603	185 721
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	2 752	5 282	346	-13 277
	% du PIB	1,7	3,0	0,2	-7,1
Dépenses publiques	% du PIB	33,7	34,0	35,7	41,0
Recettes publiques	% du PIB	35,4	37,0	35,9	33,8
Dette publique	(millions euro)	44 560	44 160	47 567	80 295
	% du PIB	27,5	24,9	25,0	43,2

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2005	2006	2007	2008
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	197 645	213 207	228 180	242 946
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-10 056	-5 987	-8 272	-12 195
	% du PIB	-5,1	-2,8	-3,6	-5,0
Dépenses publiques	% du PIB	43,3	42,2	44,0	44,9
Recettes publiques	% du PIB	38,1	39,1	40,1	40,0
Dette publique	(millions euro)	195 338	204 394	216 381	237 181
	% du PIB	98,8	95,9	94,8	97,6
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	908 792	982 303	1 050 595	1 095 163
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	8 759	19 847	23 259	-41 874
	% du PIB	1,0	2,0	2,2	-3,8
Dépenses publiques	% du PIB	38,4	38,5	38,8	40,5
Recettes publiques	% du PIB	39,4	40,5	41,0	36,6
Dette publique	(millions euro)	391 028	389 393	380 736	432 523
	% du PIB	43,0	39,6	36,2	39,5
France					
PIB pm	(millions euro)	1 726 068	1 806 433	1 894 646	1 951 315
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-50 368	-41 066	-51 318	-65 918
	% du PIB	-2,9	-2,3	-2,7	-3,4
Dépenses publiques	% du PIB	53,4	52,7	52,3	52,7
Recettes publiques	% du PIB	50,4	50,4	49,6	49,3
Dette publique	(millions euro)	1 145 354	1 149 937	1 208 777	1 327 143
	% du PIB	66,4	63,7	63,8	68,0
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 429 479	1 485 377	1 544 915	1 572 243
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-61 432	-49 312	-23 225	-42 979
	% du PIB	-4,3	-3,3	-1,5	-2,7
Dépenses publiques	% du PIB	48,2	48,7	47,9	48,7
Recettes publiques	% du PIB	43,8	45,4	46,4	46,0
Dette publique	(millions euro)	1 512 779	1 582 009	1 598 975	1 663 650
	% du PIB	105,8	106,5	103,5	105,8
Chypre					
PIB pm	(millions euro)	13 462	14 435	15 596	16 949
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-326	-173	537	157
	% du PIB	-2,4	-1,2	3,4	0,9
Dépenses publiques	% du PIB	43,6	43,4	42,9	44,0
Recettes publiques	% du PIB	41,2	42,2	46,4	44,9
Dette publique	(millions euro)	9 300	9 331	9 262	8 329
	% du PIB	69,1	64,6	59,4	49,1
Lettonie					
PIB pm	(millions LVL)	9 059	11 172	14 780	16 243
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LVL)	-38	-54	-59	-645
	% du PIB	-0,4	-0,5	-0,4	-4,0
Dépenses publiques	% du PIB	35,6	38,2	35,9	39,5
Recettes publiques	% du PIB	35,2	37,7	35,5	35,5
Dette publique	(millions LVL)	1 122	1 191	1 331	3 165
	% du PIB	12,4	10,7	9,0	19,5
Lituanie					
PIB pm	(millions LTL)	72 060	82 793	98 139	111 499
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LTL)	-362	-371	-1 001	-3 590
	% du PIB	-0,5	-0,4	-1,0	-3,2
Dépenses publiques	% du PIB	33,3	33,6	34,9	37,2
Recettes publiques	% du PIB	32,8	33,1	33,9	34,0
Dette publique	(millions LTL)	13 276	14 939	16 698	17 375
	% du PIB	18,4	18,0	17,0	15,6

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2005	2006	2007	2008
Luxembourg					
PIB pm	(millions euro)	30 237	33 921	36 411	36 662
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	6	461	1 323	944
	% du PIB	0,0	1,4	3,6	2,6
Dépenses publiques	% du PIB	41,6	38,6	37,2	40,7
Recettes publiques	% du PIB	41,6	39,9	40,8	43,3
Dette publique	(millions euro)	1 835	2 280	2 513	5 379
	% du PIB	6,1	6,7	6,9	14,7
Hongrie					
PIB pm	(millions HUF)	21 997 374	23 785 244	25 419 164	26 469 999
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-1 718 676	-2 188 544	-1 248 022	-905 310
	% du PIB	-7,8	-9,2	-4,9	-3,4
Dépenses publiques	% du PIB	50,1	51,9	49,7	49,8
Recettes publiques	% du PIB	42,3	42,7	44,8	46,5
Dette publique	(millions HUF)	13 582 512	15 592 502	16 731 504	19 320 211
	% du PIB	61,7	65,6	65,8	73,0
Malte					
PIB pm	(millions euro)	4 806	5 110	5 445	5 665
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-138	-131	-120	-267
	% du PIB	-2,9	-2,6	-2,2	-4,7
Dépenses publiques	% du PIB	44,7	43,7	42,6	45,3
Recettes publiques	% du PIB	41,8	41,2	40,4	40,6
Dette publique	(millions euro)	3 355	3 254	3 379	3 630
	% du PIB	69,8	63,7	62,1	64,1
Pays-Bas					
PIB pm	(millions euro)	513 407	539 929	567 066	594 608
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 359	3 371	1 973	6 057
	% du PIB	-0,3	0,6	0,3	1,0
Dépenses publiques	% du PIB	44,8	45,6	45,3	45,5
Recettes publiques	% du PIB	44,5	46,2	45,6	46,4
Dette publique	(millions euro)	266 060	255 880	258 774	346 224
	% du PIB	51,8	47,4	45,6	58,2
Autriche					
PIB pm	(millions euro)	244 453	257 294	270 837	282 202
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-3 843	-4 144	-1 448	-1 098
	% du PIB	-1,6	-1,6	-0,5	-0,4
Dépenses publiques	% du PIB	49,9	49,4	48,7	48,7
Recettes publiques	% du PIB	48,2	47,7	48,0	48,2
Dette publique	(millions euro)	155 753	159 484	161 012	176 420
	% du PIB	63,7	62,0	59,4	62,5
Pologne					
PIB pm	(millions PLN)	983 302	1 060 031	1 175 266	1 271 715
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-42 358	-41 131	-22 131	-49 537
	% du PIB	-4,3	-3,9	-1,9	-3,9
Dépenses publiques	% du PIB	43,4	43,8	42,1	43,0
Recettes publiques	% du PIB	39,1	39,9	40,2	39,2
Dette publique	(millions PLN)	462 742	505 149	527 570	598 402
	% du PIB	47,1	47,7	44,9	47,1
Portugal					
PIB pm	(millions euro)	149 124	155 446	163 190	166 197
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-9 083	-6 092	-4 218	-4 341
	% du PIB	-6,1	-3,9	-2,6	-2,6
Dépenses publiques	% du PIB	47,6	46,3	45,8	45,9
Recettes publiques	% du PIB	41,6	42,3	43,1	43,2
Dette publique	(millions euro)	94 792	100 522	103 702	110 377
	% du PIB	63,6	64,7	63,5	66,4

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2005	2006	2007	2008
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	288 955	344 651	412 762	503 959
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-3 344	-7 474	-10 466	-27 295
	% du PIB	-1,2	-2,2	-2,5	-5,4
Dépenses publiques	% du PIB	33,5	35,3	36,6	38,5
Recettes publiques	% du PIB	32,3	33,1	34,0	33,1
Dette publique	(millions RON)	45 626	42 583	52 292	68 532
	% du PIB	15,8	12,4	12,7	13,6
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	28 704	31 008	34 471	37 126
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-412	-404	163	-351
	% du PIB	-1,4	-1,3	0,5	-0,9
Dépenses publiques	% du PIB	45,3	44,6	42,4	43,6
Recettes publiques	% du PIB	43,8	43,3	42,9	42,7
Dette publique	(millions euro)	7 755	8 289	8 071	8 473
	% du PIB	27,0	26,7	23,4	22,8
Slovaquie					
PIB pm	(millions euro)	49 315	55 082	61 501	67 331
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 387	-1 902	-1 143	-1 477
	% du PIB	-2,8	-3,5	-1,9	-2,2
Dépenses publiques	% du PIB	38,2	36,9	34,4	34,9
Recettes publiques	% du PIB	35,4	33,5	32,5	32,7
Dette publique	(millions euro)	16 847	16 769	18 053	18 613
	% du PIB	34,2	30,4	29,4	27,6
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	157 070	167 009	179 659	186 164
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	4 398	6 689	9 405	7 786
	% du PIB	2,8	4,0	5,2	4,2
Dépenses publiques	% du PIB	50,3	48,7	47,3	48,4
Recettes publiques	% du PIB	52,9	52,6	52,5	52,5
Dette publique	(millions euro)	65 053	65 536	63 033	62 140
	% du PIB	41,4	39,2	35,1	33,4
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	2 735 218	2 900 790	3 063 873	3 157 832
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	61 785	73 720	116 992	79 627
	% du PIB	2,3	2,5	3,8	2,5
Dépenses publiques	% du PIB	55,2	54,1	52,5	53,1
Recettes publiques	% du PIB	57,2	56,5	56,3	55,7
Dette publique	(millions SEK)	1 395 833	1 330 624	1 240 782	1 200 617
	% du PIB	51,0	45,9	40,5	38,0
Royaume-Uni*					
PIB pm	(millions GBP)	1 252 505	1 321 860	1 400 526	1 442 921
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-42 500	-35 498	-37 734	-78 996
	% du PIB	-3,4	-2,7	-2,7	-5,5
Dépenses publiques	% du PIB	44,1	44,2	44,0	47,7
Recettes publiques	% du PIB	40,8	41,6	41,4	42,3
Dette publique	(millions GBP)	529 367	573 341	618 374	750 286
	% du PIB	42,3	43,4	44,2	52,0
Année budgétaire (ab)					
PIB pm ab	(millions GBP)	1 211 978	1 268 395	1 343 753	1 419 549
Déficit public (-) / excédent (+) ab	(millions GBP)	-42 764	-39 502	-35 758	-39 467
	% du PIB	-3,5	-3,1	-2,7	-2,8
Dette publique ab	(millions GBP)	483 806	531 482	574 128	613 912
	% du PIB	39,9	41,9	42,7	43,2

* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Annexe

Principales révisions entre les notifications d'octobre 2008 et d'avril 2009

Les explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette des années 2005 à 2007, ayant eu lieu entre les notifications d'octobre 2008 et d'avril 2009, ainsi que pour celles du PIB.

Déficit

République tchèque: la baisse du déficit en 2007 est due à la révision des données sur les impôts à recevoir, principalement les droits d'accise sur le tabac.

Danemark: la diminution de l'excédent en 2007 est due principalement à la révision à la baisse des impôts sur le revenu.

Lettonie: l'augmentation du déficit en 2006 et 2007 est due à la mise à jour des données pour les autres administrations publiques centrales et locales.

Lituanie: la diminution du déficit en 2007 est due à la mise à jour des données sur les dépenses courantes à payer.

Luxembourg: l'augmentation de l'excédent en 2007 est due à la mise à jour des données.

Malte: la hausse du déficit en 2006 et 2007 est due à la mise à jour des informations sur les subventions versées par l'Etat à Enemalta (2006 et 2007) et à un ajustement pour un délai de paiement à la sécurité sociale (2007).

Suède: la hausse de l'excédent pour 2006 et 2007 est principalement due à la mise à jour des données sur les impôts et à une correction à la baisse de la contribution au budget de l'UE basée sur le Revenu National Brut.

Dette

Danemark: l'augmentation de la dette publique en 2005-2007 est due à un changement dans l'enregistrement de la dette garantie par l'Etat, concernant la rénovation urbaine.

PIB

Par rapport au PIB notifié en octobre 2008, le PIB notifié en avril 2009 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé par un certain nombre d'Etats membres, en particulier pour 2007 par la **Lettonie** (hausse de 5,6%) et la **Roumanie** (hausse de 2,0%). Les variations du PIB affectent les ratios de déficit et de dette par un effet de dénominateur.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'octobre 2008 et la notification d'avril 2009

		Déficit/excédent*			Dette		
		2005	2006	2007	2005	2006	2007
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	-0,3	0,7	0,8	0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	-0,4	0,6	0,6	0,5
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	0,1	-0,1	-0,4	-0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,4	-0,6
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,3	-0,5	0,0	0,0	-0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,3	-0,5	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,1	0,4	0,0	0,2	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,1	0,4	0,0	0,2	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'octobre 2008 et la notification d'avril 2009

		Déficit/excédent*			Dette		
		2005	2006	2007	2005	2006	2007
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,3	-0,4	-0,1	-0,2	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,3	-0,4	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,2	-0,3
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,2	0,3	0,1	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
UE27	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.